

# Crise politique en Belgique : le mouvement ouvrier doit faire entendre sa voix !

vendredi 22 octobre 2010, par [LCR \(Belgique\)](#) (Date de rédaction antérieure : 13 octobre 2010).

## Sommaire

- [Fédéralisme anticapitaliste](#)
- [Dangers et opportunités \(...\)](#)
- [Faire entrer le mouvement](#)

L'échec du « pré-formateur » Di Rupo, après plus de trois mois de discussions laborieuses en vue d'aboutir à un accord sur la réforme de l'Etat devant permettre la formation d'un nouveau gouvernement, marque une nouvelle étape dans la longue saga de la crise politique et institutionnelle.

Cette crise, qui s'apparente de plus en plus à une véritable crise de régime, traduit l'échec des tentatives menées depuis un quart de siècle pour réformer l'Etat « par en haut ». Ce n'est pourtant pas le principe d'un fédéralisme à trois Régions qui est en cause. Par contre, la preuve est désormais faite que la cohabitation harmonieuse entre les peuples, le dialogue entre les cultures et la recherche de solutions ménageant les intérêts de chacun sont incompatibles avec la jungle néolibérale où les solidarités reculent face à l'individualisme, à l'égoïsme et à la lutte de tous contre tous.

L'asymétrie politique n'a jamais été aussi marquée entre le Nord et le Sud, et les divergences s'accroissent y compris entre partis appartenant aux mêmes « familles politiques », rendant ainsi la gestion de la « maison commune » d'une complexité ubuesque. La crise actuelle est également la conséquence de la disparition de la « caste politique belge » et l'absence d'un parti-pivot capables de gérer la « nation » dans le sens des intérêts d'une bourgeoisie et d'un « capitalisme national belge ». Cette évolution est le fruit d'un double processus : 1) un affaiblissement considérable du capitalisme « belge » en faveur des bourgeoisies internationales et régionales ; 2) les dévolutions de pouvoirs de l'Etat belge, à la fois par le haut, en faveur de l'Union européenne et, par le bas, en faveur des entités fédérées au rythme des successives réformes institutionnelles.

## Fédéralisme anticapitaliste

Dans le sillage de la grève de 60-61, la gauche du mouvement ouvrier wallon exigeait que le fédéralisme aille de pair avec des réformes de structures anticapitalistes. On voit aujourd'hui à quel point cette revendication était juste et importante. Seules des mesures anticapitalistes auraient pu empêcher la désertification industrielle de la Wallonie dont la misère sociale est exploitée par les nationalistes flamands qui, sous couvert de lutte contre les « transferts », attaquent la solidarité. Seules des mesures anticapitalistes auraient pu mettre fin à la spéculation foncière dans et autour de la capitale, et empêcher par conséquent l'installation massive de citoyens francophones, souvent aisés à l'époque (ce qui n'est plus le cas aujourd'hui) dans la périphérie flamande. Seules des mesures anticapitalistes pourraient mettre fin à la vague de licenciements et de fermetures

d'entreprises qui a touché particulièrement la Flandre au cours des dernières années, semant une inquiétude que les nationalistes, avec leur démagogie, ont pu récupérer, faute d'alternative de gauche.

Le désarroi de la population face à la crise politique actuelle est le prix payé pour le fait que le mouvement ouvrier n'a pas suivi son aile gauche au cours des cinq dernières décennies. En refusant de mener le combat politique et institutionnel pour le fédéralisme à partir de positions de classe, c'est-à-dire d'un point de vue anticapitaliste, le mouvement syndical s'est condamné à subir la réforme de l'Etat bricolée par la classe dominante et ses partis.

Or, cette réforme n'est évidemment pas neutre : loin d'entraver la liberté de mouvement du capital, donc le développement économique inégal des différentes régions du pays, elle la favorise. Loin de poursuivre une collaboration entre les régions et les populations qui les habitent, elle les met en concurrence. Loin de favoriser la recherche démocratique de solutions de compromis raisonnables aux épineuses questions de BHV et de la périphérie bruxelloise, elle a laissé ces problèmes s'envenimer au point de devenir des fétiches pour les deux camps, de sorte que nationalistes flamands ou unitariste francophones peuvent encore mieux dissimuler leur projet droitier contre les travailleurs, les jeunes, les femmes. Loin de moderniser et de démocratiser radicalement la vie politique, elle a conforté la monarchie dans son rôle de pivot au sein de l'Etat, et entre l'Etat et l'Eglise catholique, cette autre institution d'Ancien Régime, etc.

On peut faire un parallèle avec la construction de l'Union Européenne : quand, au nom de la collaboration et de la paix entre les peuples, on crée un cadre au sein duquel s'applique une politique néolibérale, et qu'aucune alternative n'apparaît, la division des peuples est forcément au bout du chemin.

### **Dangers et opportunités d'une crise de « ceux d'en haut »**

Particulièrement dans le contexte de la crise économique et de la violente offensive d'austérité qui déferle sur l'Europe, la combinaison de l'instabilité politique, du blocage dans les négociations gouvernementales et du désarroi de l'opinion publique peut créer une situation dangereuse pour les droits démocratiques et sociaux. Pour le moment, l'impasse des partis de la classe dominante (y compris la social-démocratie) prive la bourgeoisie de l'instrument politique dont elle a besoin pour attaquer frontalement ce qui reste de l'Etat-providence (les 25 milliards d'austérité à ponctionner d'ici 2015 !).

Sur le plan social, le monde du travail dispose donc d'un certain répit. Mais les syndicats auraient grand tort de continuer à attendre passivement la suite des événements, comme ils le font depuis plusieurs mois de crainte d'envenimer la situation. En effet, la confusion politique et le décalage très grand entre l'attitude actuelle des partis traditionnels et l'opinion publique constituent un terreau fertile pour des forces de droite, pas nécessairement fascistes ou d'extrême-droite, mais ultra-libérales et populistes, voire xénophobes, comme on en voit ailleurs en Europe. De ce point de vue, la situation reste la plus préoccupante en Flandre, où la fluidité de l'électorat est très grande.

Par ailleurs, le répit sur le plan social ne saurait durer. Déjà, la NVA a proposé son appui de principe à une procédure qui permettrait d'élargir la notion d'affaires courantes, afin que le gouvernement Leterme puisse commencer à prendre des mesures pour réduire la dette sur le dos des travailleurs. Au cas où la crise continuerait de s'approfondir, le risque est très réel de voir les marchés financiers entrer dans la danse et, par leurs manœuvres spéculatives, créer la situation justifiant la formation d'un gouvernement d'urgence doté de sortes de « pouvoirs spéciaux », ou toute autre formule répondant aux besoins de la politique d'austérité.

En exigeant un accord de principe sur le fait qu'aucune entité ne devrait être « structurellement » appauvrie du fait de la nouvelle phase de la réforme de l'Etat, le PS s'est profilé comme un double rempart à la fois contre la NVA et contre le MR, donc contre une politique d'austérité brutale. Le Cdh et Ecolo l'ont appuyé. Di Rupo s'est ainsi renforcé dans sa position de leader incontournable, candidat au poste de Premier Ministre. En réalité, la social-démocratie a surtout peur de voir sa base électorale populaire lui demander des comptes au cas où la Sécurité sociale et/ou l'impôt sur les personnes physiques seraient régionalisés (en tout ou en partie).

Mais personne ne peut être dupe : Le PS est complètement converti au néolibéralisme. Avec ses alliés Verts et « humanistes », le PS applique déjà une politique de « rigueur budgétaire » au niveau des Régions wallonne et bruxelloise, dont les conséquences antisociales sont flagrantes dans les transports publics (TEC et STIB), l'enseignement, l'aide aux personnes handicapées, etc, à la fois pour les salarié-e-s et pour les usagers. Au fédéral, le PS est prêt, au nom du moindre mal, à prendre ses « responsabilités » gouvernementales pour imposer - avec la NVA, et même avec le MR - l'austérité de cheval consécutive au sauvetage des banques. Ce qui explique l'essentiel des désaccords entre les négociateurs sur le programme socio-économique à mettre en œuvre - mais non sur sa nature - ce sont des situations régionales différentes qui nécessitant des politiques libérales spécifiques, des configurations syndicales et des bases électorales différentes, ainsi que des jugements différents sur les rapports de forces sociaux, mais pas du tout des positions de principe différentes face à l'austérité.

Pour la LCR, la question nationale doit être exclusivement abordée du point de vue de la défense des intérêts des travailleurs et, dans ce cadre, d'une prise en compte des oppressions spécifiques des jeunes, des femmes, des immigrés. En tant que marxistes révolutionnaires nous reconnaissons le droit des peuples à l'autodétermination mais ce droit n'est pas un principe abstrait dont découlerait automatiquement son application. En fonction de l'analyse concrète de chaque situation concrète, nous nous réservons le droit d'être pour ou contre telle ou telle réforme institutionnelle (la scission de BHV, l'extension de la région bruxelloise, par exemple) selon qu'elle met ou non les exploités et les opprimés dans une situation plus favorable à la promotion de leurs droits démocratiques et sociaux par leur unité d'action.

Le seul point positif des négociations pour la formation d'un gouvernement est que les enjeux socio-économiques clés occupent désormais le devant de la scène. D'une part, le nationalisme flamand commence à apparaître de plus en plus clairement comme l'enveloppe du projet néolibéral ultra-agressif du patronat flamand réuni dans le VOKA, un projet qui menace tous les travailleurs, chômeurs et pensionnés de ce pays. D'autre part, même si la social-démocratie joue habilement la carte du « bouclier social », il apparaît néanmoins qu'elle n'a d'autre stratégie que de « concilier l'inconciliable », c'est-à-dire de gérer l'austérité en négociant un compromis contre nature avec ce projet réactionnaire.

### **Faire entrer le mouvement ouvrier sur la scène**

Cette situation plaide pour que le mouvement syndical profite du « répit » qui est accordé aux travailleurs pour jouer un rôle proactif, en toute indépendance syndicale. Dans le cadre du capitalisme et de sa gestion néolibérale actuelle, avec lesquels les partis traditionnels ne veulent pas rompre, aucune des issues évoquées - souvent dans un but purement propagandiste - ne peut être favorable aux salariés-es et aux allocataires sociaux ; ni la scission du pays, ni le confédéralisme et encore moins un impossible retour en arrière vers la Belgique unitaire.

Pour le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux en général, l'urgence n'est pas à choisir son

« camp communautaire » ou à se prononcer en faveur d'un plan « A », « B » ou « Z » porté par des forces politiques qui ne les représentent pas. L'urgence est au contraire à construire, sans tarder, une mobilisation populaire la plus large et unitaire entre tous les travailleurs-euses - au niveau belge comme européen d'ailleurs - afin de faire face à la fois à la crise et à l'offensive d'austérité internationale lancée par les capitalistes et aux réformes institutionnelles antisociales évoquées telles que la scission des allocations familiales, des politiques de l'emploi (et in fine de la Sécu) ou la régionalisation poussée de l'impôt des personnes physiques ou des sociétés. Dans le contexte actuel, ces mesures ne visent qu'à briser la solidarité entre les travailleurs-euses et à renforcer leur mise en concurrence par un dumping fiscal et social sans fin.

En définitive, il s'agit de préparer activement le monde du travail à riposter aux attaques qui, chez nous, viendront inévitablement, que ce soit dans un cadre fédéral ou confédéral, en combattant le désarroi et la résignation qui progressent dangereusement. Dans ce sens, les organisations syndicales devraient prendre en tout premier lieu l'initiative d'une vaste « opération vérité » qui pointe les responsables de la crise économique, l'arnaque de la dette publique, dénonce les recettes néolibérales et l'inégalité croissante, afin que les travailleurs, travailleuses et allocataires sociaux prennent confiance dans leur force, dans leur capacité à aller « prendre l'argent là où il est ». Il est également important de populariser par tous les moyens les luttes anti-austérité dans les autres pays de l'UE et de développer sur cette base une solidarité active avec les travailleurs des pays qui sont en première ligne dans ce combat aujourd'hui (en particulier avec les luttes et les grèves générales en Grèce, en France et dans l'Etat espagnol).

Le caractère durable de la « crise belge » prouve une fois de plus qu'à l'époque de l'impérialisme, la bourgeoisie est incapable de résoudre les questions démocratiques, notamment les questions nationales. En définitive, ces questions ne peuvent trouver de solution qu'à travers la lutte du mouvement ouvrier contre le capitalisme et pour une autre Belgique, dans la construction d'une toute autre Europe ; qui harmonise par le haut les conquêtes sociales ; qui repose sur la solidarité et la coopération entre les peuples ; démocratique, pacifique et respectueuse des droits des minorités : une Europe écosocialiste.

Le fédéralisme néolibéral a rendu toutes les solutions impraticables, ou avec un coût social extrêmement élevé. Seule l'unité des travailleurs dans la diversité peut créer les conditions de respect mutuel et de fraternité nécessaires à la solution des problèmes qui apparaissent aujourd'hui comme inextricables. Dans la mesure où les masses se mobiliseront en profondeur et commenceront à prendre activement et démocratiquement en main leur propre sort, la lutte commune de tous et toutes contre l'austérité est la meilleure manière possible de contribuer à des solutions respectueuses à la fois des intérêts des travailleurs-euses, du droit des gens et du droit des peuples.

Dans cette mobilisation des travailleurs, la LCR défendra la perspective d'un fédéralisme à trois régions (ou quatre si la population germanophone souhaite se constituer en Région) incluant le maintien de la sécurité sociale et de l'impôt au niveau fédéral, comme étant la meilleure formule institutionnelle pour concilier unité des travailleurs et reconnaissance des réalités régionales et mettre en œuvre une politique réellement anticapitaliste.

**Le Secrétariat de la Direction Nationale (SDN) de la LCR, le 13/10/2010**

***La Direction nationale de la LCR adoptera en décembre prochain un document d'analyses et de propositions sur la crise politique et la question nationale en Belgique.***